

Venezuela: Chavez demande aux FARC qu'elles libèrent les otages

11-06-2008

"La guerre de guérilla est passée à l'histoire", a dit hier le mandataire vénézuélien dans Aló presidente. L'appel à une libération sans conditions pourrait favoriser une sortie politique au conflit en Colombie, selon plusieurs analystes. Le Venezuela attend un geste des FARC. Le président Hugo Chavez a exhorté hier la guérilla à libérer tous ses otages sans conditions. "Allons, libérez tous ces gens, il y a des vieillards, des femmes, des malades. Je suis prêt, (Alfonso) Cano, à aller chercher les retenus", a-t-il dit dans son premier message au nouveau leader de la guérilla. Tout comme son homologue de la Bolivie, Chávez a recommencé à critiquer la lutte armée qu'entreprennent les FARC. "La guerre de guérilla est passée à l'histoire", a-t-il condamné. Alors que le gouvernement de la Colombie a mésestimé la proposition du pays voisin, plusieurs analystes consultés par Página12 pensent que cela pourrait favoriser une sortie politique au conflit. Après avoir servi de médiateur dans le manqué échange humanitaire à la demande du groupe insurgé et proposer que la guérilla soit considérée groupe belligérant, le mandataire a essayé de reprendre contact avec les FARC pour leur demander une faveur. "Je crois qu'est arrivée l'heure que les FARC libèrent à tous les (personnes séquestrées) qu'elle a dans les montagnes sans rien en échange. Ce serait un grand geste humanitaire", a-t-il dit hier durant son programme dominical de radio et de Télé, Aló Presidente. Il y a quelques mois, la guérilla a unilatéralement libéré à une demie douzième d'otages lors d'une opération à laquelle a participé le Venezuela. Cependant, les communications ont été coupées, après que l'armée colombienne ait bombardé le 1er mars dernier un campement des rebelles sur le sol équatorien. Hier, Chavez a clairement montré qu'il croit encore en la paix, mais pas de n'importe quelle façon. Parlant à des ex-guerrilleros vénézuéliens invités à l'émission, il a critiqué les séquestrations. "Tu ne le ferais pas, non?, moi non plus. Ce n'est pas la même chose qu'être dans une prison. J'ai été emprisonné deux ans et demi (pour le soulèvement militaire de 1992), mais ma femme venait tous les jours et les parents les week-ends", a-t-il rappelé. Défenseur du Socialisme du XXIe siècle, le leader vénézuélien a considéré que la forme de lutte des FARC favorise les intérêts des États-Unis. "Vous vous êtes convertis en excuse de l'empire, vous êtes l'excuse parfaite. Le jour où se fera la paix en Colombie, prend fin l'excuse parfaite de l'empire pour tous nous menacer", a-t-il dit. Pour le mandataire, le scénario politique a changé. "Maintenant, en Amérique latine, un mouvement guerrillero armé n'est plus d'actualité", a-t-il signalé. "Cela, je l'ai publiquement dit à Marulanda (le chef historique des FARC décédé récemment). Maintenant je le dis à Alfonso Cano", a-t-il ajouté. Après le geste humanitaire, Chavez croit qu'il y aurait des pays disposés à garantir l'accomplissement des accords de paix, parmi lesquels il a mentionné l'Argentine, l'Équateur, le Nicaragua, le Brésil, l'Espagne, le Portugal et la France, et il a même cité le roi Juan Carlos d'Espagne. "Cela oui sans nous taire parce que en politique il faut beaucoup parler", a-t-il averti. Après l'annonce, des analystes consultés par ce journal ont vu d'un bon oeil la proposition de Caracas. "C'est une opportunité historique d'installer un agenda de paix. Si se réalise la libération unilatérale, le gouvernement d'Alvaro Uribe se verrait acculé", a dit Edgardo Ramirez, économiste et sociologue de l'Université Centrale de Venezuela. Cependant, le directeur du journal d'opposition colombien Voz, Carlos Lozano, a considéré qu'il existe des obstacles sur le chemin. "Il y a des raisons pour la méfiance des FARC. Quand la guérilla a créé le parti Union Patriotique, le gouvernement l'a annihilé, ce fut un génocide", a-t-il signalé. "La libération est en échange de rien", a-t-il ajouté. Juan Manuel Barca, Pagina/12 (Argentine), 09 juin 2008. Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr> Un commentaire de l'article sur bellacio: "Il y a 60 ans, une offensive particulièrement barbare de l'oligarchie colombienne noya dans le sang le mouvement paysan. Il y eu pendant cette période appelée « la Violencia » près de 300.000 morts et des millions d'hectares de bonnes terres sont passées des mains des paysans à celles des grands propriétaires. Né le 12 mai 1928 dans le Quindío, la région du café à l'ouest de Bogota, Pedro Antonio Marin était parmi ces centaines de milliers de paysans chassés de leurs terres et menacés par les bandes de tueurs de l'oligarchie. Il devint communiste et adopta le nom de guerre de Manuel Marulanda Vélez, en hommage à ce dirigeant syndical assassiné. L'oligarchie ne recule devant aucun moyen pour assurer ses immenses privilèges. Lorsqu'en 1984, le gouvernement du président Betancourt a signé un accord de cessez-le-feu avec les FARC, celles-ci avaient créé un parti politique : l'Union patriotique, qui enregistra quelques succès aux élections municipales. Dans les 18 mois qui ont suivirent, 4.000 militants, dirigeants et cadres de l'Union patriotique ont été assassinés par les paramilitaires. C'est de la même manière que l'oligarchie s'acharne à briser toute velléité de résistance ouvrière et paysanne pacifique : 2.300 syndicalistes ont été tués en Colombie depuis 1991, 470 depuis l'élection d'Uribe en 2002."